



## Archives et Droits de l'Homme

\*\*\*\*\*

### Mars 2014 – Article 28

#### **Déclaration des Droits de l'Homme, Article 28 :**

*Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.*

L'Article 28 commence la dernière partie de la Déclaration universelle des droits de l'homme, une section que le délégué français René Cassin appelait le "fronton du temple." Un "débat prolongé" du comité de rédaction, centré sur les différentes conceptions du rôle de l'Etat détenues par les États-Unis et l'Union soviétique, a conduit à l'élaboration de l'Article 28. Le libanais Charles Malik a proposé le texte de l'article, en faisant valoir que la Déclaration devait indiquer "les conditions qui doivent être en place avant que les droits de la Déclaration puissent être pleinement réalisés", sans préciser la forme de gouvernement requis. (Mary Ann Glendon, "The Rule of Law in the Universal Declaration of Human Rights," <http://www.law.northwestern.edu/journals/jjhr/v2/5.>)

La proposition de Malik a été acceptée, bien que plusieurs délégués aient estimé qu'elle n'était pas nécessaire compte tenu des termes mentionnés dans les autres parties de la Déclaration qui avait déjà été adoptée. Toutefois, le professeur de droit australien Peter Bailey appelle les articles 28 et 29 "explosifs dans leur signification", ajoutant que "l'Article 28 met l'accent sur la responsabilité de l'ensemble de la communauté internationale pour la recherche et la mise en place de dispositifs civils et politiques, ainsi qu'économiques et sociaux qui permettent la pleine réalisation des droits de l'homme". <http://www.universalrights.net/main/creation.htm> Lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a voté cet article, il est passé avec 8 abstentions.

Après que la Déclaration a été adoptée, les Nations Unies ont commencé à développer des clauses restrictives qui sont juridiquement contraignantes pour les pays signataires. L'Article 28 n'a pas été défini dans un pacte spécifique, et n'a donc pas force de loi. Toutefois, les tribunaux pénaux internationaux, les commissions de vérité et leurs participants internationaux, et la norme, maintenant approuvée par le Conseil de sécurité des Nations Unies, reconnaissent que les États et la communauté internationale ont les deux une "responsabilité de protéger" les gens des atrocités de masse (connu comme R2P) ; tout cela

démontre que les idées de l'Article 28 ont eu une grande influence sur le développement ultérieur des droits de l'homme.

Les archives concernant l'ordre social sont massives. Beaucoup se trouvent dans les mains des gouvernements ou des organisations internationales: par exemple, les documents des assemblées législatives, de la police, des administrations coloniales, des tutelles, des composantes de l'Organisation des Nations Unies, de l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, des tribunaux de la Cour pénale internationale. Les documents de l'ordre social se trouvent également dans les archives des organisations non gouvernementales qui s'efforcent de promouvoir et de protéger l'ordre social et dans les papiers personnels des militants, dans les dossiers des entreprises et des syndicats, dans les registres des communautés religieuses et des institutions éducatives. Comprendre l'ordre social nécessite le point de vue à la fois du gouvernement et des gouvernés, et les archives de toutes les parties de la société sont essentielles pour étayer les droits de l'Article 28.

### **Commentaire.**

La scène était nouvelle, mais tout à fait familière : des rebelles, des citoyens curieux et des journalistes montrant avec leurs caméras des documents partiellement brûlés, des papiers tirés d'un réservoir d'eau, ou postant des objets en ligne. C'était l'Ukraine en février 2014, à la résidence de l'ancien président Viktor Ianoukovitch, mais cela aurait pu être l'Égypte ou la Libye, la Lituanie ou le Tchad. Les rébellions poussent à une destruction rapide *et* à la conservation des documents.

Une question qui revient constamment est de comprendre la raison pour laquelle les organes de répression, en particulier la police secrète qui gardent de nombreux documents, ne les détruisent pas face à une situation révolutionnaire. Les services de sécurité gardent les dossiers dont ils ont besoin pour effectuer leur travail, et le volume est énorme. Puis, face à des émeutes dans les rues, ils peuvent et font souvent détruire un petit ensemble de documents très sensibles, mais ils ne peuvent tout simplement pas tout détruire. Cela est particulièrement vrai lorsque les archives étaient pour la plupart sur support papier, mais cela est également vrai dans le monde de l'électronique où nettoyer les ordinateurs et rendre les données irrécupérables nécessite des compétences techniques. Il faut ajouter à cela la probabilité qu'il existe aujourd'hui des copies de ces documents sur les disques d'ordinateurs et appareils électroniques personnels ; la destruction totale en devient presque impossible.

Même si des lots d'archives spéciales sont détruites, la grande duplication de copies, à la fois électroniques et papier, signifie que la destruction d'un document ne détruit pas en général toutes les informations qu'il contenait. Dans l'article rapporté ci-dessous sur le gouvernement britannique donnant des conseils au gouvernement de l'Inde (voir Inde / Royaume-Uni), le secrétaire du Cabinet du Royaume-Uni a déclaré que bien que certaines archives militaires aient été détruites, "les copies d'au moins quelques documents de ces archives détruites étaient aussi dans d'autres dossiers du ministère". Au Guatemala, la police de Quiche semble avoir détruit les archives de ce siège départemental, mais les rapports de Quiche au siège de la police nationale sont restés dans les dossiers à Guatemala City.

Il faut ajouter à la question de la vitesse et de la duplication la conviction des services de sécurité qu'ils sont permanents et que leurs dossiers sont inviolables, et vous avez une autre raison pour laquelle les archives ne sont pas totalement détruites. J. Edgar Hoover, le directeur

de longue date du Federal Bureau of Investigation, n'aurait jamais imaginé qu'une fille de fermier de l'Iowa comme moi lirait son courrier, mais c'est ce qui s'est passé quand un tribunal aux États-Unis a ordonné aux Archives nationales des États-Unis d'entreprendre une évaluation complète des dossiers du Bureau en 1980-1981. La même chose est vraie pour les archivistes lisant les documents d'archives de la Stasi, les dossiers du KGB en Lettonie, ou les fichiers de police du Paraguay: pour la police, l'inimaginable s'est produit.

Bien sûr, nous devons constamment lutter pour préserver les documents. Bien sûr, nous avons besoin de bonnes lois sur les archives, des sanctions sévères pour la destruction non autorisée, et des archivistes qui planifient obstinément la conservation de certains dossiers face à des pressions pour autoriser la destruction de ces mêmes documents. Bien sûr, dans une situation révolutionnaire, le public concerné doit protéger les archives sensibles, comme les Allemands l'ont fait en 1990 quand ils ont empêché la destruction des dossiers de la Stasi. Mais cela peut être fait, et nous pouvons utiliser nos pouvoirs collectifs pour assurer que le mot écrit perdure.

### **Nouvelles internationales.**

Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) / Russie. En janvier, la Cour européenne des droits de l'homme a envoyé un avis et a posé des questions à la Russie sur le cas de l'historien Mikhail Suprun qui, avec l'archiviste qui lui a fourni les documents, a été condamné par un tribunal russe pour avoir enfreint la loi sur l'information de «secret personnel et familial», alors qu'il étudiait les cas d'Allemands ethniques qui ont été opprimés et envoyés dans les établissements spéciaux de l'Oblast d'Arkhangelsk, pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

[http://www.svobodainfo.org/en/system/files/2014-01-10%20from%20ECHR%20on%20the%20Suprun%20case\\_0.pdf](http://www.svobodainfo.org/en/system/files/2014-01-10%20from%20ECHR%20on%20the%20Suprun%20case_0.pdf)

Union européenne / Russie. Dans le sillage du sommet de l'Union européenne-Russie à fin janvier, le Parlement européen a adopté une résolution sur les questions de l'UE et la Russie, dont l'une était un appel "aux autorités russes de coopérer dans l'ouverture des archives russes, de permettre l'accès aux chercheurs et de déclassifier les documents pertinents, y compris ceux qui concernent le sort de Raoul Wallenberg qui, il y a 70 ans, a sauvé des milliers de Juifs hongrois de génocide".

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2014-0101&language=EN&ring=B7-2014-0150>

Cour internationale de Justice. Les audiences ont débuté à la Cour internationale de Justice concernant les procès que la Croatie et la Serbie ont lancé l'une contre l'autre, alléguant le génocide durant les guerres des Balkans des années 1990. La Croatie a débuté par la lecture d'une vidéo montrant la destruction de la ville croate de Vukovar; il sera intéressant de voir quelles preuves documentaires sont utilisées lors des procès. *BIRN* a rapporté que le vice-premier ministre serbe a déclaré que le procès n'endommagerait pas les liens entre les deux pays: "Il ne faut pas empoisonner nos relations avec le fait que nous avons des vues différentes sur les événements passés."

[http://www.balkaninsight.com/en/article/croatia-serbia-start-icj-hearing?utm\\_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm\\_campaign=8a3633e7c8-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_561b9a25c3-8a3633e7c8-311109073](http://www.balkaninsight.com/en/article/croatia-serbia-start-icj-hearing?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=8a3633e7c8-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-8a3633e7c8-311109073)

Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général a publié un rapport sur l'impact de la guerre sur les enfants en Syrie. Il estime qu'au moins 10'000 enfants ont été tués entre le 1er mars 2011 et le 15 novembre 2013, et a constaté que "des violations graves contre les enfants" ont été commises "par toutes les parties du conflit". Les informations contenues dans le rapport "sont basées en grande partie sur des entretiens", mais le gouvernement syrien a également fourni certains documents: "le ministère syrien de l'Intérieur a partagé avec les Nations Unies ses dossiers des enfants qui auraient été tués ou blessés par des groupes armés d'opposition dans différents gouvernorats", un rapport du ministère syrien de la Santé, et des documents sur des agressions contre des établissements de santé et des membres du personnel médical.

<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N13/627/07/PDF/N1362707.pdf?OpenElement>

Comité des Nations Unies sur les droits de l'enfant. Le Comité a publié un rapport très critique sur la façon dont l'Eglise catholique a géré les cas de maltraitance d'enfants. Parmi les recommandations, il faut, "assurer un partage transparent de toutes les archives qui peuvent être utilisées pour rendre les agresseurs responsables ainsi que tous ceux qui ont caché leurs crimes et ont en connaissance de cause mis en contact ces délinquants avec des enfants". Le Vatican a déclaré que le rapport a été "déformé" et "injuste", a rapporté *euronews.com*. <http://www.euronews.com/2014/02/06/vatican-calls-un-child-abuse-report-distorted-and-unfair>; pour le rapport, voir [http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CRC/Shared%20Documents/VAT/CRC\\_C\\_VAT\\_CO\\_2\\_16302\\_E.pdf](http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CRC/Shared%20Documents/VAT/CRC_C_VAT_CO_2_16302_E.pdf)

Commission d'enquête des Nations Unies sur les droits de l'homme en République populaire démocratique. Dans un long rapport "basé sur des témoignages de première main de victimes et de témoins", la Commission a déclaré qu'elle a trouvé que la "gravité, l'ampleur et la nature" des violations des droits de l'homme en Corée du Nord "choquent la conscience de l'humanité". La Commission a mené plus de 320 entretiens et reçu 80 conclusions officielles; les archives de la Commission sont une source centrale pour rendre responsables des crimes contre l'humanité les autorités nord-coréennes. Pour le communiqué de presse avec des liens vers le rapport, voir

[http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14255&LangID=E&utm\\_medium=email&utm\\_source=ushmm&utm\\_content=14+-+Learn+more+about+the+report&utm\\_campaign=20140225CPGNewsletter&source=20140225CPGNewsletter](http://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14255&LangID=E&utm_medium=email&utm_source=ushmm&utm_content=14+-+Learn+more+about+the+report&utm_campaign=20140225CPGNewsletter&source=20140225CPGNewsletter); pour le rejet du rapport de la Corée du Nord, voir *Voice of Russia* [http://www.eurasiareview.com/23022014-north-korea-rejects-un-human-rights-report-lies-fabrications/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](http://www.eurasiareview.com/23022014-north-korea-rejects-un-human-rights-report-lies-fabrications/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

## **Monde/nouvelles générales.**

La surveillance électronique. Des révélations sur l'étendue de la surveillance électronique ont continué à apparaître en février. Le *Guardian* a rapporté que "l'organisme de surveillance GCHQ du Royaume-Uni, avec l'aide de l'Agence de sécurité nationale des États-Unis, a intercepté et enregistré les images de la webcam de millions d'utilisateurs d'Internet". Le programme, du nom de code Nerf optique, a débuté en 2008 pour capturer les images de "plus de 1.8 million de comptes d'utilisateurs de Yahoo à l'échelle mondiale" ; il a ramassé une « grande quantité d'imagerie sexuellement explicite" que le GCHQ a essayé de garder "loin des yeux de son personnel, mais il est peu question [dans les documents] des implications de confidentialité sur le stockage ce matériel en premier lieu".

<http://www.theguardian.com/world/2014/feb/27/gchq-nsa-webcam-images-internet-yahoo>;

Pendant ce temps, un "cabinet américain de cyber-étude" appelé Hold Security a annoncé qu'il a trouvé à vendre sur le "cyber marché noir" près de 360 millions de séries de "titres de compétence volés et usurpés et encore 1.25 milliard de documents ne contenant que des adresses e-mail", ce dernier principalement de Yahoo, Hotmail, AOL et Gmail. Un lot de 105 millions de documents électroniques à partir d'une source unique "représente un des plus importants vols à l'astuce jamais enregistrées", a rapporté *reported SCMagazineUK.com*. <http://www.scmagazineuk.com/360-million-records-on-sale-to-cyber-criminals/article/335834/>

Dossiers médicaux. La Takeda Pharmaceutical Company d'Osaka, au Japon, a reconnu devant un tribunal américain qu'elle "ne pouvait pas trouver les dossiers compilés par 46 salariés et anciens salariés impliqués dans le développement, la commercialisation et la vente d'Actos", un médicament contre le diabète, a signalé *Bloomberg.com*. Un patient qui a utilisé Actos a intenté un procès, affirmant que les pilules ont causé son cancer de la vessie. <http://www.lawyersandsettlements.com/articles/actos/actos-bladder-cancer-side-effects-66-19505.html#.UvgitoW7Je8>;

Dans un autre cas américain, rapporté par *Bloomberg News*, un juge a déterminé que l'entreprise pharmaceutique Johnson & Johnson "a perdu ou détruit des milliers de documents et fichiers informatiques" sur les implants de maille vaginales, qui sont accusés d'avoir causé des dommages aux utilisatrices (voir Nouvelles HRWG 2013-12). [http://www.nj.com/business/index.ssf/2014/02/jj\\_unit\\_destroyed\\_thousands\\_of\\_files\\_about\\_vaginal\\_mesh\\_implants\\_judge\\_says.html](http://www.nj.com/business/index.ssf/2014/02/jj_unit_destroyed_thousands_of_files_about_vaginal_mesh_implants_judge_says.html)

Twitter. Twitter a annoncé qu'il accordera à certains établissements de recherche un accès gratuit au "vaste ensemble de données" stockées dans ses archives. Twitter a souligné que ce serait l'accès aux "données publiques et historiques" ; *clickonline.com* a suggéré que les données pourraient être utilisées autant pour "déterminer d'où une maladie est originaire ou d'examiner de plus près les modes d'interaction entre les individus." <http://www.clickonline.com/tech/twitter-to-open-up-its-archives-for-science/22744/>; pour l'annonce de Twitter, voir <https://blog.twitter.com/2014/introducing-twitter-data-grants>

### **Nouvelles bilatérales et multilatérales.**

Al-Qaïda. Dans un communiqué publié sur les sites Web, Al-Qaïda a annoncé qu'il n'a aucun lien avec ISIS, un groupe militant irakien qui a commencé comme branche d'Al-Qaïda. Préserver l'image de ce dernier est essentiel pour comprendre l'évolution de la poursuite des combats en Irak. En même temps, à fin janvier, le ministère de l'Intérieur irakien a affiché sur son site Web une photo du chef d'ISIS et a déclaré qu'il avait obtenu "trois de ses lettres manuscrites", a rapporté *Al-Akhbar*. Pour la lettre d'Al-Qaïda en arabe, voir <http://www.xendan.org/arabic/drejaa.aspx?hewal&jmara=23506&Jor=3> ; pour la photo du leader d'ISIS, voir <http://english.al-akhbar.com/node/18445>; pour un commentaire sur ISIS, voir [http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/02/iraq-isis-baghdadi-mystery.html?utm\\_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm\\_campaign=01033cff20-January\\_9\\_2014+1\\_8\\_2014&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_28264b27a0-01033cff20-93088897](http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/02/iraq-isis-baghdadi-mystery.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=01033cff20-January_9_2014+1_8_2014&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-01033cff20-93088897)

Arménie / Moyen-Orient. Elke Hartmann, un historien allemand-arménien spécialisé dans l'histoire ottomane moderne, a averti dans une interview avec *Hetq*, "Alep et la communauté arménienne sont actuellement détruites juste devant nos yeux, et nous n'avons pas été en mesure de récupérer assez d'archives de là-bas. Il y a une richesse d'archives personnelles et de photographies à Alep. La ville est célèbre pour ces riches collections individuelles ".  
<http://hetq.am/eng/news/32468/german-armenian-historian-warns->

Chine / Japon / Corée du Sud. Le gouvernement du Japon a annoncé qu'une "équipe de chercheurs examinera les éléments de preuve historique qui ont été utilisés" en 1993 comme toile de fond pour les excuses du Japon offertes aux femmes forcées à l'esclavage sexuel par l'armée japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale, a rapporté le *New York Times*. Un ancien fonctionnaire ayant participé à la rédaction des excuses a témoigné devant le Parlement "que la preuve principale était le témoignage de 16 anciennes esclaves sexuelles et qu'aucun document n'avait été trouvé pour corroborer leurs histoires."  
<http://www.nytimes.com/2014/03/01/world/asia/japan-to-review-apology-made-to-wiii-comfort-women.html? r=1>

France / Europe du Sud / Afrique du Nord. L'Agence France-Presse a rapporté que les documents français déclassifiés montrent que la "propagation radioactive des essais nucléaires français en Algérie dans les années 1960" était beaucoup plus grande que ce qui était précédemment reconnu, et s'étend "à travers toute l'Afrique de l'Ouest et l'Europe du Sud". Les anciens combattants sont persuadés qu'ils ont des problèmes de santé découlant de l'exposition aux rayonnements, et "un certain nombre d'affaires civiles" ont été déposées par des Algériens contre la France.  
<http://www.france24.com/en/20140214-map-shows-huge-radiation-spread-french-saharan-nuclear-tests/>

Guatemala / États-Unis. Un ancien officier de l'armée guatémaltèque recherché au Guatemala pour sa participation au massacre de Dos Erres en 1982 a été condamné à dix ans de prison aux États-Unis pour fraude sur sa demande de citoyenneté, a signalé *Pro Publica* . Pour le fond, voir les Nouvelles HRWG 2013-10. <http://www.propublica.org/article/a-commander-of-the-dos-erres-massacre-squad-gets-10-years-in-prison>

Inde / Royaume-Uni. Le gouvernement britannique a reconnu avoir donné des conseils au gouvernement indien avant que les troupes indiennes aient pris d'assaut le Temple d'or d'Amritsar en 1984, laissant des centaines de morts. Après que deux documents déclassifiés ont été "communiqués par inadvertance dans le cadre de l'ouverture annuelle de lots d'archives publiques en vertu de la Loi sur l'information" et ont suggéré la participation britannique, le gouvernement a ordonné une enquête au secrétaire du Cabinet. Il a indiqué que son équipe "a cherché environ 200 fichiers (plus de 23'000 documents) détenus par tous les ministères concernés", bien que "certains dossiers militaires sur diverses opérations aient été détruits en novembre 2009", faisant "partie d'un processus de routine". Heureusement, des "copies d'au moins quelques documents des fichiers détruits se trouvaient aussi dans d'autres dossiers ministériels. "Il a recommandé "la publication des documents dans les annexes" au rapport. Pour le reportage de la *BBC* sur le rapport et un lien vers le rapport (sans liens vers les documents dans les annexes), voir  
<http://www.bbc.com/news/uk-26027631>

Israël / Palestine. L'Autorité palestinienne (AP) a décidé d'arrêter d'inclure l'appartenance religieuse sur les cartes d'identité nationales "afin qu'il n'y ait plus de différenciation entre les musulmans et les chrétiens sur les cartes ID", a rapporté *Al-Monitor*. Cependant, la religion est encore mentionnée sur le certificat de naissance de la personne. "Israël s'est opposé à la suppression de la religion sur les cartes d'identité palestiniennes, car il contrôle les documents officiels, les cartes d'identité et les passeports, et l'Autorité palestinienne n'a pas le droit d'apporter des modifications à cet effet sans l'approbation préalable d'Israël, selon les Accords d'Oslo", a déclaré le sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur de l'AP. [http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/02/palestinian-authority-hamas-national-id-religion.html?utm\\_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm\\_campaign=193f1ae499-January\\_9\\_2014+1\\_8\\_2014&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_28264b27a0-193f1ae499-93088897](http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/02/palestinian-authority-hamas-national-id-religion.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=193f1ae499-January_9_2014+1_8_2014&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-193f1ae499-93088897)

Japon / Etats-Unis. Dans un article daté de janvier, le *Japan Times* a rapporté que les Etats-Unis ont effectué des essais biologiques à Okinawa au début des années 1960, lorsque les États-Unis contrôlaient encore l'île: "Les documents mis à disposition par les autorités américaines" ont montré "au moins une douzaine" de tests en 1961 et 1962 dans lesquels la pyriculariose du riz a été diffusée sur les rizières à deux endroits pour tester "comment cela a affecté la production". Auparavant, 20 barils d'ingrédients toxiques pour fabriquer des défoliants ont été trouvés enterrés sur le site de ce qui était autrefois une base aérienne américaine à Okinawa; l'eau à proximité a été polluée par de la dioxine à une dose 280 fois plus élevée que la limite de sécurité. <http://www.japantimes.co.jp/news/2014/01/12/national/u-s-army-tested-biological-weapons-in-okinawa/#.UtNfINKSz18>

Kirghizistan / Tadjikistan. À mi-janvier des combats ont éclaté concernant la ligne exacte de la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan, envoyant huit personnes à l'hôpital, a rapporté *Radio Free Europe / Radio Liberty*. En 2008, une négociation proposée entre les deux pays pour travailler sur la frontière a échoué parce que le Tadjikistan se fonde sur "des documents et des cartes de la période de 1924-1927", tandis que le Kirghizistan utilise des "cartes des commissions bilatérales des périodes de 1958 à 1959 et 1989". <http://www.rferl.org/content/kyrgyzstan-tajikistan-exclaves-vorukh-tensions/25232311.html>

Libye / États-Unis. La vidéo d'une caméra en circuit fermé dans un quartier de Tripoli, en Libye, et obtenue par le *Washington Post*, montre l'enlèvement d'un terroriste suspecté d'appartenir à al-Qaïda par les forces d'opérations spéciales américaines en octobre dernier. Un document top-secret divulgué par Edward Snowden l'année dernière a identifié l'homme enlevé comme faisant partie du Groupe islamique combattant libyen et étant un « stratège principal ». [http://article.wn.com/view/2014/02/10/Video\\_shows\\_US\\_abduction\\_of\\_accused\\_alQaeda\\_terrorist\\_on\\_tripoli/](http://article.wn.com/view/2014/02/10/Video_shows_US_abduction_of_accused_alQaeda_terrorist_on_tripoli/)

Afrique du Sud / Suède. Le *Svenska Dagbladet* a rapporté que le romancier Steig Larsson, l'auteur de *La Fille avec le tatouage de dragon*, qui est décédé en 2004, avait 15 boîtes de documents liés au meurtre, en 1986, du Premier ministre suédois Olof Palme par un ancien officier de l'armée suédoise et les services de sécurité sud-africains. Il avait donné "certains" des documents à la police. Le journal cite un professeur de la police suédoise déclarant que

"la police suédoise étaient mal équipée pour faire face aux assassinats politiques."  
<http://www.thelocal.se/20140225/millennium-author-tracked-south-african-palme-killer>

Royaume-Uni / anciennes colonies. Les soi-disant "collections spéciales" des archives du Foreign and Commonwealth Office (FCO) continuent à faire parler d'elles. En réponse à une question au Parlement, la baronne Warsi, ministre des Affaires étrangères, a annoncé qu'une "Journée sur les documents FCO" aura lieu le 9 mai pour offrir "une nouvelle occasion aux historiens intéressés de discuter des collections spéciales et d'autres questions liées aux documents d'archives avec les responsables du FCO qui sont responsables de la gestion et de la communication des documents d'archives du FCO". *The Independent* a rapporté que Tony Badger, nommé en décembre comme "examineur indépendant" des archives, craint qu'il n'y ait pas assez de gens affectés à l'examen des documents. Le *Gibraltar Chronicle* a noté qu'un certain nombre de dossiers des collections spéciales se rapportaient à l'enclave, incluant des documents "d'une enquête faite sur la force de police de Gibraltar 1970."

<http://www.publications.parliament.uk/pa/ld201314/ldhansrd/text/140204w0001.htm>;  
<http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/a-new-excuse-for-burying-bad-news-cambridge-professor-seeks-assurances-from-foreign-office-over-declassification-of-its-archives-9117073.html>;  
[http://www.chronicle.gi/headlines\\_details.php?id=32809](http://www.chronicle.gi/headlines_details.php?id=32809)

### **Nouvelles nationales.**

Argentine. Neuf personnes sont mortes dans l'incendie d'un entrepôt de Buenos Aires qui a détruit "les documents d'archives d'entreprises et du secteur bancaire," a rapporté l'*Associated Press*. <http://www.nuevodiarioweb.com.ar/nota/pais/507350/lugar-tragedia-deposito-empresa-iron-mountain.html> <http://bigstory.ap.org/article/7-die-fire-destroying-argentine-bank-archives>

Bosnie. Une des zones d'entreposage des archives nationales a brûlé; l'incendie provient apparemment d'un acte de vandalisme. Parmi les documents détruits, on trouve du matériel d'époque austro-hongroise et ottomane et, a rapporté *The Guardian*, "les documents de la commission des crimes de guerre après la seconde guerre mondiale."  
<http://www.theguardian.com/world/2014/feb/09/bosnia-herzegovina-fire-ottoman-archives>

Bulgarie. Le président de la Bulgarie, dans un message vidéo sur la Journée de reconnaissance et de respect des victimes du régime communiste, a appelé "l'absence d'une évaluation sans équivoque des crimes du communisme" la "plus profonde faille de la période de transition"; il a insisté pour une "divulgence complète des archives du service sécurité de l'Etat de l'époque communiste, Darzhavna Sigurnost" et a "suggéré que tous les documents relatifs aux activités de la DS soient archivés, numérisés et remis à l'Administration nationale des Archives", a rapporté *novinite.com*. Le président a été cité disant, "Il n'y a plus rien à cacher après 25 ans. Laissez tout le monde avoir accès à ces dossiers, au lieu d'avoir un médiateur qui lit les archives pour nous". Actuellement, un comité examine les dossiers et détermine si une personne était affiliée au service de la sécurité ou des renseignements de l'époque communiste.

<http://www.novinite.com/articles/157791/Bulgaria+President+Urges+Opening+of+Communist-Era+State+Security+Files>



Burundi. L'International Crisis Group, une ONG, a publié un rapport en deux parties sur la nécessité d'une réforme foncière au Burundi. Une de ses recommandations est "d'inclure tous les utilisateurs des terres (en particulier les femmes et les enfants) dans la certification des terres et de permettre l'enregistrement préalable des possessions à des fins de succession (avant la mort de la personne concernée)". Cela nécessitera la relance du système national des archives au Burundi pour assurer que les enregistrements sont préservés et protégés de manière fiable. [http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/burundi/213-fields-of-bitterness-i-land-reform-in-burundi.aspx?utm\\_source=wu10feb14&utm\\_medium=burundi-report&utm\\_campaign=wuemail](http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/burundi/213-fields-of-bitterness-i-land-reform-in-burundi.aspx?utm_source=wu10feb14&utm_medium=burundi-report&utm_campaign=wuemail)

Canada. *Postmedia News* a indiqué que le gouvernement national n'a pas encore publié une offre pour chercher un mandataire "pour trier les documents des archives fédérales" concernant les pensionnats et les fournir à la Commission de Vérité et Réconciliation. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2012-12. <http://www.montrealgazette.com/news/Documents+delay+hampers+truth+reconciliation+process/9479485/story.html>

Colombie. Le magazine hebdomadaire *La Semana* a publié les transcriptions des enregistrements des appels téléphoniques d'officiers militaires, et des extraits des appels ont été diffusés à la radio et à la télévision. Dans une conversation, le chef des forces armées parlait avec un colonel en prison qui est "sous enquête pour avoir tué deux civils dans le cadre de l'affaire des "faux positifs", a rapporté la *Fondation Thomson Reuters*. (Les "faux positifs" sont les hommes innocents tués par les forces de sécurité, qui ont ensuite affirmé que ceux-ci étaient des guérilleros tués au combat, gonflant ainsi le nombre de cadavres.) Le chef a dit au colonel "que lui et d'autres devaient "former une mafia" pour générer des contre-allégations contre les procureurs qui les investiguent"; le président a viré le chef. Les forces armées auraient également "intercepté des communications de téléphonie cellulaire et de courriels de représentants du gouvernement" concernant les négociations avec les rebelles des FARC. <http://www.trust.org/item/20140225182643-wzrhj/?source=hpeditorial>

Egypte. Le *Washington Post* a rapporté que *al-Tahrir*, une chaîne de télévision privée égyptienne, a diffusé une vidéo de 22 minutes, apparemment prise par la police le 29 décembre 2013, de l'arrestation et de l'interrogatoire de deux journalistes d'*Al-Jazeera*. [http://www.washingtonpost.com/world/middle\\_east/egyptian-tv-air-arrest-of-al-jazeera-reporters/2014/02/03/6c820fb6-8ce3-11e3-95dd-36ff657a4dae\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/world/middle_east/egyptian-tv-air-arrest-of-al-jazeera-reporters/2014/02/03/6c820fb6-8ce3-11e3-95dd-36ff657a4dae_story.html)

El Salvador. La Cour suprême a ordonné au procureur général de rouvrir une enquête sur le massacre de dizaines de civils à San Francisco Angulo en 1981, a rapporté *Reuters*. Cela fait suite au fait que (1), la Cour suprême voit comme un défi de renverser la loi d'amnistie sur les violations de la guerre civile, (2) l'élection présidentielle débute en mars, (3) Tutela Legal, et ses archives sur les violations des droits de l'homme pendant la guerre civile, a été fermé, et (4) les documents de Pro-Busqueda sur les enfants disparus de la guerre civile ont été incendiés (pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2013-10 et 2013-11). <http://www.reuters.com/article/2014/02/06/us-elsalvador-justice-idUSBREA1506K20140206>

Ethiopie. Encore un exemple de l'importance de la préservation de l'imagerie satellitaire: *Human Rights Watch (HRW)* et *International Rivers* ont déclaré que les images montrent "un défrichage étendu de terres utilisées par les groupes autochtones pour faire place à des plantations de sucre de l'Etat" dans la vallée de l'Omo inférieur, où le HRW a «documenté la

réinstallation forcée de certains peuples autochtones dans la région» et où «la quasi-totalité des terres traditionnelles des 7000 membres des groupes autochtones Bodi ont été défrichées dans les 15 derniers mois, sans consultation ni indemnisation adéquate.»

<http://www.hrw.org/news/2014/02/18/ethiopia-land-water-grabs-devastate-communities>

France. Une description des dossiers de la Sûreté générale, revenus de Russie en France en 1994 et 2001, a été communiquée par le projet collaboratif ANR PAPRIKA @ 2F et le Ministère de la Justice et de l'Intérieur des Archives nationales. Cette description, la première d'un projet plus large, couvre les documents sur la surveillance du parti communiste français entre 1921 et 1940. <http://anrpaprika.hypotheses.org/1755>

Les archives papier de l'ancien secrétaire général Claude Guéant, chef de cabinet de l'ancien président Nicolas Sarkozy, ont disparu sans laisser de trace. Lorsque le juge d'instruction, enquêtant sur la participation de l'administration Sarkozy dans la fusion de deux banques françaises importantes en 2009, a demandé le dossier, l'actuel secrétaire général a déclaré, "Le fonds d'archives papier de M. Claude Guéant n'a pas été reversé aux Archives nationales, et il n'en a pas été trouvé trace dans les locaux de la présidence de la République". La perte d'information dans le cercle restreint de l'entourage du gouvernement va (au minimum) entraver la rédaction de l'histoire de l'administration Sarkozy. Merci à Hans von Rutte pour l'information.

[http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/02/15/les-archives-papier-de-l-ancien-secretaire-general-de-l-elysee-claude-gueant-ont-disparu\\_4367231\\_3224.html?xtmc=gueant&xtcr=1](http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/02/15/les-archives-papier-de-l-ancien-secretaire-general-de-l-elysee-claude-gueant-ont-disparu_4367231_3224.html?xtmc=gueant&xtcr=1)

Allemagne. *Pro Publica* a publié un schéma dessiné à la main par la Stasi, la police secrète est-allemande, montrant les 46 liens sociaux que "la Stasi a glanés sur un poète qu'ils espionnaient." Le document a été obtenu par l'auteur du livre *Dragnet Nation*; c'est un exemple fascinant de liens interprétés par des agents de surveillance.

<http://www.propublica.org/article/how-the-stasi-spied-on-social-networks>

Honduras. Human Rights Watch (HRW) a publié un rapport sur 29 homicides et deux enlèvements dans la région du Bajo Aguán au nord du Honduras. En plus des entretiens, HRW "a utilisé des documents judiciaires et des plaintes écrites à des organisations non-gouvernementales", mais le rapport souligne la difficulté d'obtenir des informations sur les procès auprès du procureur parce que "en vertu du droit du Honduras, les documents relatifs aux mesures d'investigation pris par la police sont gardés confidentiels tant que les enquêtes sont en cours". En pratique, cela signifie que "jusqu'à ce que des accusations soient déposées contre les auteurs présumés", les parents des victimes et les groupes de défense des droits n'ont accès à aucune information et n'en auront jamais si les plaintes ne sont pas déposées.

<http://www.hrw.org/news/2014/02/12/honduras-no-justice-wave-killings-over-land>

*Segundo Informe de Seguimiento a las Recomendaciones de la Comisión de la Verdad y la Reconciliación*

(un rapport de suivi sur les recommandations de la Commission de vérité et réconciliation) a été publié à fin décembre 2013. Merci à Nilda Fernandez Lopez pour l'information.

[http://www.sjdh.gob.hn/recomendacionesCVR/?q=publicaciones\\_USR\\_CVR](http://www.sjdh.gob.hn/recomendacionesCVR/?q=publicaciones_USR_CVR)

Inde. Après l'assassinat en 1984 du Premier ministre Indira Gandhi par ses gardes du corps sikhs, des émeutes anti-sikhs ont éclaté et des milliers de personnes ont été tuées. Au moins dix commissions et comités ont étudié les émeutes, et en février le gouvernement a recommandé la formation d'une autre équipe d'enquête spéciale. Trois procès sont toujours en cours, et dans un de ceux-ci, on a entendu parler au tribunal de la ville de New Delhi "d'une

requête visant à poursuivre quatre officiers de la police de Delhi pour avoir détruit les documents et fichiers "concernant les émeutes du poste de police de Nangloi (une ville à l'ouest de New Delhi) en 1992. Le tribunal a ordonné à la police "d'apporter devant ce tribunal les règles légales régissant la destruction des documents officiels de la police de Delhi" et les ordres émis par la police en 1991-1992 régissant la destruction des archives, ont déclaré *ZNews* et le *Times of India*. [http://zeenews.india.com/news/delhi/1984-riots-court-queries-police-on-destruction-of-records\\_908458.html](http://zeenews.india.com/news/delhi/1984-riots-court-queries-police-on-destruction-of-records_908458.html); <http://timesofindia.indiatimes.com/india/Tardy-probe-sudden-twists-marred-1984-anti-Sikh-riots-trials/articleshow/29784410.cms>

Kenya. Dans un article de *Standard Digital*, un avocat kenyan a écrit: "Les transactions immobilières se transforment en cauchemars lorsque les documents officiels disparaissent du ministère des Terres. Ces opérations se trouvent dans des impasses lorsque les administrateurs fonciers insistent pour que les documents originaux «perdus» sous leur garde soient retracés avant que la transaction puisse être terminée". Il a exhorté les "bureaux de Registre foncier du pays" à se tourner vers des documents numériques. Les transactions foncières ont été un sujet explosif au Kenya; l'an dernier la commission de vérité a été contrainte d'adoucir son chapitre sur les injustices foncières historiques (pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2013-06). <http://www.standardmedia.co.ke/lifestyle/article/2000105163/manual-land-records-a-nightmare>

Macédoine. L'ancien directeur de l'Office de la protection du patrimoine culturel macédonien et sept autres personnes ont été arrêtés pour avoir volé des objets anciens dans les musées. Selon *Transitions Online*, la police recherchant les maisons des suspects ont trouvé quelques-uns des éléments manquants ainsi que des "documents et articles, un certain nombre d'inventaires, de livres d'entrée et de sortie, de rapport [s] des fouilles archéologiques." [http://www.tol.org/client/article/24188-mass-layoffs-at-albanian-state-news-agency-macedonian-heritage-official-accused-of-plunder.html?utm\\_source=TOL+mailing+list&utm\\_campaign=3cb94248e4-TOL\\_newsletter\\_27\\_8\\_2012&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_35d0a711b5-3cb94248e4-298065710](http://www.tol.org/client/article/24188-mass-layoffs-at-albanian-state-news-agency-macedonian-heritage-official-accused-of-plunder.html?utm_source=TOL+mailing+list&utm_campaign=3cb94248e4-TOL_newsletter_27_8_2012&utm_medium=email&utm_term=0_35d0a711b5-3cb94248e4-298065710)

Myanmar. À fin mars, le Myanmar envisage d'entreprendre son premier recensement national en trente ans. Le recensement prévoit d'utiliser "une liste ancienne et très critiquée de 135 groupes [ethniques] produites dans les années 1980", a rapporté l'International Crisis Group, ce qui est un problème parce que les lois de la constitution et des élections "prévoient un ensemble de circonscriptions ethniquement délimitées pour les groupes qui correspondent à un certain seuil de population". Le Groupe a exhorté le gouvernement à limiter le recensement à "juste des questions démographiques clés sur l'âge, le sexe et l'état matrimonial", évitant ainsi la question de l'identité ethnique. Les dossiers du recensement doivent être fortement protégés afin de s'assurer que l'information est exacte et fiable à toutes fins futures. [http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/alerts/2014/myanmar-conflict-alert-a-risky-census.aspx?utm\\_source=wu10feb14&utm\\_medium=myanmar-alert&utm\\_campaign=wuemail](http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/alerts/2014/myanmar-conflict-alert-a-risky-census.aspx?utm_source=wu10feb14&utm_medium=myanmar-alert&utm_campaign=wuemail)

*Himal.mag* a publié un article sur l'importance des documents et des collections privés qui "peuvent contribuer au débat en cours sur la marche controversée du pays vers le néolibéralisme". Merci à Patrick Pierce pour cette référence. <http://www.himalmag.com/component/content/article/5223-sourcing-critique.html>

Nouvelle-Zélande. Le Service du renseignement de sécurité de la Nouvelle-Zélande a annoncé le transfert aux archives nationales des "25 volumes restants de sa série de dossiers historiques" couvrant 1920-1945. Ces volumes sont des inventaires ("feuilles d'enregistrement") des rapports de la Direction de la police spéciale de la Nouvelle-Zélande, qui a été créée en 1920 "pour enquêter et rédiger des rapport sur les questions révolutionnaires." Les feuilles d'enregistrement sont "non-accessibles pendant 100 ans après la date de la dernière action sur le dossier", mais peuvent être demandées pour communication anticipée en vertu de la Loi sur l'information officielle.

<http://www.security.govt.nz/archives/second-transfer/>

Pérou. À la fin des années 1990, le Pérou avait un programme de stérilisation forcée des femmes dans le cadre du Programme national de santé reproductive et de planification familiale. Près de 350'000 femmes ont été stérilisées, et des poursuites sur le programme sont en cours depuis qu'une plainte à la Commission interaméricaine des droits de l'homme a été déposée en 1999 par un groupe d'organisations des droits de l'homme. À fin janvier, le procureur à Lima a clos les plaintes, en faisant valoir qu "'il n'existe aucune preuve" que les stérilisations ont été le résultat de la politique du gouvernement. Toutefois, selon *La Repubblica*, "des documents du gouvernement montrent que non seulement Fujimori [l'ancien président péruvien] connaissait les stérilisations, mais qu'il avait pris une part active dans la planification" et cite "un certain nombre de notes de service de l'un des anciens ministres de la santé à Fujimori sur la présentation des données sur le projet de stérilisation", ainsi que "d'autres documents relatifs aux réunions" sur le projet auxquels Fujimori a participé et des "mémos communiquant des quotas pour les stérilisations et des sanctions pour les médecins impliqués dans les interventions chirurgicales."

[http://www.eurasiareview.com/16022014-peru-women-seek-justice-sterilization/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](http://www.eurasiareview.com/16022014-peru-women-seek-justice-sterilization/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29); <http://www.peruthisweek.com/news-government-documents-show-that-fujimori-knew-about-forced-sterilizations-102118>

Philippines. Le gouvernement a entrepris un projet visant à documenter les violations des droits humains qui ont eu lieu pendant la période de la loi martiale du régime de Ferdinand Marcos, aidant ainsi les victimes à rassembler les informations nécessaires pour déposer une réclamation auprès du Comité de plainte des victimes des droits humains. Le projet "Archives de la loi martiale", a rapporté *The Philippine Star*, "vise à cartographier les documents, les dossiers et les archives existantes dispersées entre les différentes organisations et les institutions étatiques et non-étatiques". L'argent pour payer les réclamations provient des fonds retournés au gouvernement philippin par la Suisse, où il avait été déposé sous le régime Marcos. L'ambassadeur de Suisse aux Philippines a noté, "l'importance de la conservation des archives et des dossiers sur les violations des droits de l'homme commises pendant la dictature ou de guerre est souvent sous-estimé, voire oublié", mais "documenter les atrocités et les destinées humaines est essentiel pour permettre aux mécanismes tels que les enquêtes judiciaires et les poursuites, les commissions de vérité, les programmes de réparation et les processus de vérification des antécédents d'être fondés sur des documents et des preuves précises et crédibles et par conséquent apporter la justice pour les individus et la réconciliation pour les sociétés." <http://www.philstar.com/headlines/2014/02/01/1285324/chr-putting-together-martial-law-files> <http://newsinfo.inquirer.net/579055/how-much-is-suffering-under-marcos-worth>

Roumanie. L'Institut pour enquêter sur les crimes du communisme a "remis un dossier aux procureurs détaillant les allégations contre Florian Cormos", a rapporté *l'Associated Press*. Cormos commandait le camp de travail de Cernavoda entre décembre 1952 et avril 1953. "On pense qu'il n'y a pas de survivants parmi ceux qui ont été détenus à Cernavoda à l'époque" car, a déclaré le directeur de l'Institut, Cormos avait "imposé un régime d'extermination."  
<http://www.startribune.com/world/244857461.html>

Russie. Le *BBC News Magazine* a publié un article sur Exploration, un groupe de volontaires en Russie qui fouillent les champs de bataille du front de l'Est de la Seconde Guerre mondiale pour déterrer les restes. Jusqu'à quatre millions de personnes sont toujours officiellement considérées comme manquantes dans l'action du Front. Lorsqu'un bénévole trouve des restes, ils sont photographiés et l'emplacement "est enregistré et entré dans une base de données numérique"; si une plaque d'identification est trouvée, elle est analysée, puis le groupe utilise des "vieilles listes de l'armée, des documents classifiés et des contacts dans l'armée ou la police afin d'identifier le soldat précisément et de localiser les membres survivants de sa famille". <http://www.bbc.co.uk/news/magazine-25589709>

Rwanda. Le Sénat a approuvé un projet de loi pour établir la Fonction publique des Archives et des bibliothèques du Rwanda. <http://allafrica.com/stories/201402170113.html>

Serbie. Le Humanitarian Law Center a appelé à la "vérification continue de tous les membres des organismes d'application de la loi et de l'armée" pour que les auteurs de crimes de guerre ("actions, couvrir les crimes, ainsi que les omissions et les oublis de prévenir les violations des droits de l'homme au cours des conflits armés en ex-Yougoslavie") ne soient pas encore dans les forces actives. "L'autorité qui effectuerait ces contrôles devraient extraire des informations des archives de l'Agence d'information de sécurité serbe et d'autres organismes, de dossiers judiciaires, de documents d'autres organismes gouvernementaux et d'organisations investies d'une autorité publique". [towardsJUSTICE@hlc-rdc.org](mailto:towardsJUSTICE@hlc-rdc.org)

Sierra Leone. Human Rights Watch (HRW) a publié un rapport sur l'impact des droits de l'homme dans l'activité minière de African Minerals Limited et "l'échec du gouvernement à assurer une supervision adéquate" des actions de la société. Human Rights Watch recommande que le gouvernement "mette en place la nouvelle loi du Sierra Leone sur l'accès à l'information et fasse connaître tous les contrats miniers", "permettent aux résidents d'obtenir des renseignements précis - sans crainte de représailles - sur le déploiement des ressources du pays", et "réponde de manière significative au manque de clarté de la propriété des terres". Le rapport est basé sur "plus de 96 entrevues personnelles" et "l'examen de nombreux documents". <http://www.hrw.org/reports/2014/02/19/whose-development-0>

Slovénie. Les archives nationales ont mis en ligne le premier lot (10'000 sur 5 millions de pages) de documents des services secrets yougoslaves (UDBA) de l'ère communiste et "une liste d'équipements de surveillance" utilisés par le Service de 1942 à 1951. Le Directeur des Archives a déclaré que "modifier la loi sur les archives de l'Etat pourrait permettre la numérisation de l'entier des matériaux de UDBA avec l'effacement préalable des noms et données sensibles sur les documents qui doivent être publiés sur Internet".  
<http://www.mia.mk/en/Inside/RenderSingleNews/363/115064526>

Sri Lanka. Le Public Interest Advocacy Centre (PIAC) d'Australie a publié un rapport sur son enquête sur les violations flagrantes et «irresponsables» des droits de l'homme commises durant les derniers mois de la guerre civile au Sri Lanka en 2008-2009 et a appelé à une enquête internationale indépendante. Le PIAC a décrit ses sources comme des témoignages, des photographies et des vidéos, des images satellites, "de la correspondance confidentielle –

incluant de la correspondance entre les fonctionnaires internationaux clés, le personnel de l'agence internationale et le gouvernement du Sri Lanka relatif au conflit", des rapports des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales, et des "rapports pertinents et crédibles de la part des médias internationaux et des médias du Sri Lanka".

<http://www.theguardian.com/world/2014/feb/05/sri-lankan-forces-committed-flagrant-and-reckless-violations-of-human-rights-report-claims>; pour le rapport, voir

[http://www.piac.asn.au/sites/default/files/publications/extras/island\\_of\\_impunity.pdf](http://www.piac.asn.au/sites/default/files/publications/extras/island_of_impunity.pdf)

Syrie. Human Rights Watch, dans un nouveau rapport à fin janvier, a déclaré: "l'imagerie satellitaire, les déclarations des témoins, et des preuves vidéo et photographique montrent que les autorités syriennes ont délibérément et illégalement démoli des milliers de bâtiments résidentiels à Damas et à Hama en 2012 et 2013." <http://www.hrw.org/node/122718>

Tadjikistan. Le gouvernement émet de nouvelles cartes d'identité qui auront un numéro unique, a déclaré le ministre adjoint des Affaires étrangères, et qui seront "connectées à une base de données qui contient toutes les informations sur le citoyen, y compris l'adresse du domicile et les changements de nom". Le ministère de l'Intérieur recueillera les données et les empreintes digitales, a signalé *Central Asia Online*.

[http://www.eurasiareview.com/07022014-tajikistan-revamp-citizens-ids/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](http://www.eurasiareview.com/07022014-tajikistan-revamp-citizens-ids/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

Ukraine. De nombreux médias ont publié des articles sur des journalistes, des citoyens et des manifestants récupérant des documents gouvernementaux provenant de la succession de l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch; selon le *Financial Times*, un "set" de documents militaires et de sécurité "a révélé que les snipers qui ont tué des dizaines de manifestants sur la place centrale de Kiev jeudi dernier [20 février] venaient des forces spéciales 'Omega' de l'Ukraine." <http://nypost.com/2014/02/24/ousted-ukrainian-presidents-files-found-dumped-in-a-lake/>; <http://www.youtube.com/watch?v=R5U8qSmmSXI> (France 24); <http://www.ft.com/cms/s/0/f7ad71be-9d75-11e3-a599-00144feab7de.html#axzz2uLdVwdAE>; <http://www.smh.com.au/world/mysterious-documents-dumped-in-river-near-ukrainian-leaders-home-20140225-hvdq8.html> (photo);

[http://www.eurasiareview.com/26022014-ukrainian-journalists-rush-find-deposed-presidents-dirty-secrets/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](http://www.eurasiareview.com/26022014-ukrainian-journalists-rush-find-deposed-presidents-dirty-secrets/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

Royaume-Uni. Plusieurs articles concernant les dossiers médicaux ont fait les nouvelles en février. Au début du mois, le *Daily Mail* a rapporté que malgré les protestations d'un nombre «croissant» de médecins de famille, "à moins que le patient objecte, les fonctionnaires vont commencer à extraire des données confidentielles" à partir des dossiers des médecins généralistes le mois prochain. Au moins quatre généralistes refusent de remettre les dossiers de leurs patients, dont l'un a dit que "les responsables du National Health Service l'avaient averti que sa décision de ne pas coopérer pouvait lui coûter son poste". Plus tard, les plans du NHS ont été «mis en attente». <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2552651/GPs-revolt-patient-records-Growing-anger-NHS-plan-harvest-private-data.html>

*The Telegraph* a indiqué que "les dossiers médicaux de tous les patients des hôpitaux du NHS dans le pays ont été vendus à des fins d'assurance", citant un rapport de l'Institut et Faculté des actuaires qui "révèle qu'il a réussi à obtenir 13 ans de données de l'hôpital couvrant 47 millions de patients - afin de contribuer à aider les assurances à affiner leurs primes".

<http://www.telegraph.co.uk/health/healthnews/10656893/Hospital-records-of-all-NHS-patients-sold-to-insurers.html>

Royaume-Uni / Irlande du Nord. Le *Belfast Newsletter* a écrit que le ministère de la Justice en Irlande du Nord a été "condamné à une amende de presque £ 150'000 pour violation grave de la loi sur la protection des données" après que des documents confidentiels contenant des données à caractère personnel "ont été trouvés à l'intérieur d'un meuble vendu dans une vente aux enchères." <http://www.newsletter.co.uk/news/regional/victims-documents-found-in-auctioned-filing-cabinet-1-5871440>

États-Unis. Dans une affaire concernant une agression sexuelle présumée à l'Académie navale des États-Unis, les "avocats de la victime présumée ont essayé de bloquer la révision d'années de dossiers de consultation par le juge" sur la thérapie qu'elle a subie après la rencontre, a rapporté le Washington Post. Le Post a cité des avocats militaires en disant que "demander à voir les dossiers de consultation en cas d'agression sexuelle est une routine" et permet "de mettre en évidence les incohérences dans les déclarations de la victime présumée", tandis que les défenseurs des victimes d'agressions sexuelles disent que "la victime doit être assurée de la confidentialité afin d'être traitée efficacement et d'être effectivement diagnostiquée". <http://www.washingtonpost.com/blogs/local/wp/2014/02/14/alleged-military-sex-assault-victims-seek-to-block-use-of-counseling-records/>

Grâce à la Loi sur la liberté de l'information, l'organisation non gouvernementale américaine Judicial Watch a obtenu une copie de l'email de l'amiral ayant dirigé le US Special Operations Command qui a tué Oussama ben Laden, aux membres de son unité, onze jours après le raid, disant "un élément particulier que je veux souligner, ce sont les photos; notamment les restes de ben Laden. À ce stade - toutes les photos devraient avoir été remises à la CIA; si vous les avez encore, détruisez-les immédiatement ou amenez-les" (l'endroit où les photos doivent être envoyées est expurgé). Pour voir le contexte, lire les Nouvelles HRWG 2013-07, pour l'article de *l'Associated Press*, voir [http://www.huffingtonpost.com/2014/02/10/osama-bin-laden-photos\\_n\\_4763860.html](http://www.huffingtonpost.com/2014/02/10/osama-bin-laden-photos_n_4763860.html); pour l'annonce de Judicial Watch, voir <http://www.judicialwatch.org/press-room/press-releases/pentagon-destruction-of-bin-laden-death-photos/>

Etats-Unis / Californie. L'explosion d'un pipeline en 2010 a fait huit morts et 66 blessés et causé des destructions de biens à San Bruno, en Californie. Actuellement, la ville de San Bruno a engagé une poursuite contre la Commission d'État des services publics de Californie (CPUC), demandant des documents sur la relation de la Commission avec la société pipelinère, disant qu'elle est "préoccupée par le fait que la direction de la CPUC est dans la poche de l'entreprise de service public qui est censée la réglementer", a rapporté le *San Francisco Examiner*. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2012-02 et 05. <http://www.sfexaminer.com/sanfrancisco/san-bruno-files-suit-against-cpuc-to-acquire-documents-related-to-2010-pipeline-blast/Content?oid=2696746>

Etats-Unis / Connecticut. Le Freedom of Information Act du Connecticut interdit la communication de tous les dossiers médicaux, une norme plus stricte que la loi fédérale FOIA. Les historiens, le Conseil sur la liberté d'information du Connecticut et d'autres ont témoigné lors d'une audience législative de l'État, en faisant valoir que les dossiers médicaux et de santé mentale doivent être communiqués 50 ans après la mort de la personne concernée, a rapporté le *Hartford Courant*. Le commissaire à la santé mentale de l'Etat y est opposé.

[http://articles.courant.com/2014-02-22/news/hc-lender-civil-war-records-0223-20140222\\_1\\_foi-commission-new-bill-information-act](http://articles.courant.com/2014-02-22/news/hc-lender-civil-war-records-0223-20140222_1_foi-commission-new-bill-information-act)

Etats-Unis / Indiana. Un fichier de données "placé dans le mauvais dossier" dans le bureau des immatriculations de l'université et non découvert pendant près d'un an "a exposé des renseignements personnels sur 146'000 étudiants et jeunes diplômés de l'Université d'Indiana", a rapporté le *Chronicle of Higher Education*.

<http://chronicle.com/blogs/wiredcampus/data-breach-at-indiana-u-exposes-information-on-146000-students/50729>

Etats-Unis / Caroline du Nord. Deux déversements de cendres de charbon toxiques dans la rivière Dan a laissé les communautés sans eau potable et avec des dommages environnementaux importants. *L'Associated Press* rapporte que le bureau du procureur des États-Unis en Caroline du Nord a émis des citations à comparaître pour les archives de Duke Energy, l'entreprise dont l'installation a généré la fuite des cendres de charbon, ainsi que pour les emails, mémos et rapports du Département d'Etat de l'environnement et des ressources naturelles relatifs "à la surveillance par l'Etat des 30 autres décharges de cendres de charbon de l'entreprise en Caroline du Nord." <http://www.cbsnews.com/news/federal-authorities-open-criminal-probe-into-north-carolina-toxic-sludge-spill/>

Etats-Unis / Texas. En 1991, l'incendie d'une maison a tué trois enfants; leur père a été reconnu coupable d'avoir mis le feu et a été exécuté. Maintenant, le procureur de district a mis le dossier de l'affaire à la disposition des chercheurs de l'Innocence Project, une ONG, et, sur la base d'éléments de preuve dans le dossier, ils ont demandé un pardon rétrospectif, a rapporté le *New York Times*. [http://www.nytimes.com/2014/02/28/us/evidence-of-concealed-jailhouse-deal-raises-questions-about-a-texas-execution.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2014/02/28/us/evidence-of-concealed-jailhouse-deal-raises-questions-about-a-texas-execution.html?_r=0) .

Etats-Unis / Virginie. Les responsables de l'école du comté de Fairfax ont déclaré que les dossiers de 5'600 employés ont été déchiquetés en 2006, "mais la découverte n'a été faite que l'année dernière", a rapporté le *Washington Post*. Les dossiers contenaient des formulaires remplis par les demandeurs d'emploi qui vérifient "l'identité et l'admissibilité d'une personne à travailler aux États-Unis". Les employeurs sont censés garder les dossiers pendant une période déterminée et si elles ne le font pas, elle peuvent s'exposer à des amendes de l'administration fédérale qui, dans ce cas, pourraient s'élever à plus de 6 millions de dollars. [http://www.washingtonpost.com/local/education/fairfax-schools-system-destroyed-sensitive-worker-files-could-face-fine-of-up-to-6-million/2014/01/31/beb62e9c-8aaf-11e3-a5bd-844629433ba3\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/local/education/fairfax-schools-system-destroyed-sensitive-worker-files-could-face-fine-of-up-to-6-million/2014/01/31/beb62e9c-8aaf-11e3-a5bd-844629433ba3_story.html)

Venezuela. Une vidéo mise en ligne par le journal *Ultimas Noticias* pendant les violence actuelles dans les rues "montre des policiers en uniforme accompagnés par des hommes en civil à Caracas qui semblent tirer à balles réelles sur des manifestants fuyant - parmi eux un jeune de 24 ans, Bassil Da Costa, qu'on voit tomber au sol victime d'un coup de feu fatal à la tête", a indiqué Human Rights Watch. Préserver cette vidéo est important pour de futures poursuites.

<http://www.hrw.org/news/2014/02/21/venezuela-violence-against-protesters-journalists>



## **Publications.**

Human Rights Watch a publié *World Report 2014*, son influente revue sur les questions des droits de l'homme dans le monde. <http://www.hrw.org/world-report/2014/essays/rights-struggles-of-2013>

Le Centre de droit humanitaire de Belgrade, en Serbie, publie un nouveau bulletin, "Through Accession towards Justice." [towardsJUSTICE@hlc-rdc.org](mailto:towardsJUSTICE@hlc-rdc.org)

Un rapport rédigé par les membres du personnel des Archives historiques de la police nationale du Guatemala, *From Silence to Memory: Revelations of the AHPN*, est disponible dans une traduction anglaise publiée par l'Université de l'Oregon. Pour plus d'informations, voir <http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB448/>

Un documentaire sur les archives de la police du Guatemala, *Keep Your Eyes on Guatemala*, produit et réalisé par Gabriela Martinez Escobar, est maintenant disponible sur YouTube: <http://www.youtube.com/watch?v=NMsNtNn50Fs> (anglais)  
<http://www.youtube.com/watch?v=hD2IP5QrSK8> (espagnol).